

COFIMAGE 36

Société anonyme au capital de 5 700 000 €
Siège Social : 5-7, rue de Monttessuy – 75007 Paris
924 808 314 RCS de Paris

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE
DU 30 JUIN 2025**

(...)

Deuxième résolution

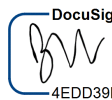
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat réalisé au cours de l'exercice 2024, soit une perte de 327 435 €, au compte report à nouveau qui sera porté d'un solde nul à un solde déficitaire de – 327 435 €.

L'Assemblée générale prend acte qu'il n'a été distribué aucun dividende, l'exercice 2024 étant le premier exercice social de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

POUR EXTRAIT
CERTIFIE CONFORME
Mme Bénédicte DE GIAFFERRI
Président Directeur Général

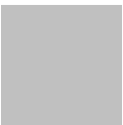
DocuSigned by:

4EDD39B09B5749E...

COFIMAGE 36
7 rue de Monttessuy
75007 PARIS
0158193200

certifiés conformes

DocuSigned by:

4EDD39B09B5749E...

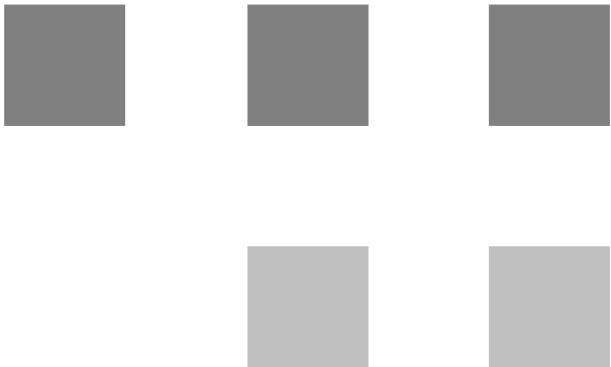


Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2024



Bilan et Compte de résultat



Bilan Actif

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	2 679 500		2 679 500	
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 679 500		2 679 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	769 500		769 500	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :	769 500		769 500	
ACTIF IMMOBILISÉ	3 449 000		3 449 000	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :				
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 637 834		3 637 834	
Charges constatées d'avance				
TOTAL disponibilités et divers :	3 637 834		3 637 834	
ACTIF CIRCULANT	3 637 834		3 637 834	
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	7 086 834		7 086 834	

Bilan Passif

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 5 700 000	5 700 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	(327 435)	
TOTAL situation nette :	5 372 565	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	5 372 565	
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 692	
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 707 500	
Autres dettes	76	
TOTAL dettes diverses :	1 714 268	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	1 714 268	
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	7 086 834	

Détail des Comptes
COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 18.00

Bilan Actif (2050)						
	Brut	Amortissements	Net 31/12/2024	Net N-1	Variation En valeur	En %
ACTIF IMMOBILISÉ						
Immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immo. incorporel	2 679 500,00		2 679 500,00		2 679 500,00	
23700100 La femme la plus riche du m	200 000,00		200 000,00		200 000,00	
23700200 La femme la plus riche du m	75 000,00		75 000,00		75 000,00	
23700300 Taki	150 000,00		150 000,00		150 000,00	
23700400 Aimons nous vivants	100 000,00		100 000,00		100 000,00	
23700500 Miss mermaid	50 000,00		50 000,00		50 000,00	
23700600 Ferris wheel	50 000,00		50 000,00		50 000,00	
23700700 La petite cuisine de mehdi	75 000,00		75 000,00		75 000,00	
23700800 Les furies	75 000,00		75 000,00		75 000,00	
23700900 Lucky luke	150 000,00		150 000,00		150 000,00	
23701000 Le livre du desert	120 000,00		120 000,00		120 000,00	
23701100 La venue de l'avenir	100 000,00		100 000,00		100 000,00	
23701200 Kat sauvage ADOSSE	769 500,00		769 500,00		769 500,00	
23701300 Kat sauvage	250 000,00		250 000,00		250 000,00	
23701400 L'inconnu de la grande	100 000,00		100 000,00		100 000,00	
23701500 L'épreuve du feu	50 000,00		50 000,00		50 000,00	
23701600 La guerre des prix	100 000,00		100 000,00		100 000,00	
23701700 Des vivants	100 000,00		100 000,00		100 000,00	
23701800 La baleine	45 000,00		45 000,00		45 000,00	
23701900 Qui brille au combat	120 000,00		120 000,00		120 000,00	
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
Autres participations	769 500,00		769 500,00		769 500,00	
26100000 COFIMAGE DEVELOPPEM	769 500,00		769 500,00		769 500,00	
TOTAL (II)	3 449 000,00		3 449 000,00		3 449 000,00	
ACTIF CIRCULANT						
Stocks						
Créances						
Autres créances						
Divers						
Disponibilités	3 637 833,63		3 637 833,63		3 637 833,63	
51210000 NATIXIS WEALTH MANAG	3 637 833,63		3 637 833,63		3 637 833,63	
COMPTES DE RÉGULARISATION						
TOTAL (III)	3 637 833,63		3 637 833,63		3 637 833,63	
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	7 086 833,63		7 086 833,63		7 086 833,63	

Détail des Comptes

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 18.00

Bilan Passif (2051)				
Net 31/12/2024		Net N-1	Variation	
			En valeur	En %
<u>CAPITAUX PROPRES</u>				
Capital social ou individuel	5 700 000,00		5 700 000,00	
10100000 CAPITAL	5 700 000,00		5 700 000,00	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-327 434,59		-327 434,59	
TOTAL (I)	5 372 565,41		5 372 565,41	
AUTRES FONDS PROPRES				
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES				
DETTES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 692,22		6 692,22	
40810000 FOURN. FACT.NON PARVENUES	6 692,22		6 692,22	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 707 500,00		1 707 500,00	
40400000 FOURNISSEURS D'IMMOBILIS.	1 707 500,00		1 707 500,00	
Autres dettes	76,00		76,00	
46860000 DIVERS CHARGES A PAYER	76,00		76,00	
COMPTES DE RÉGULARISATION				
TOTAL (IV)	1 714 268,22		1 714 268,22	
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	7 086 833,63		7 086 833,63	

Compte de Résultat (Première Partie)

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services Chiffres d'affaires nets				
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane] Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvisionnements Variation de stock [matières premières et approvisionnements] Autres achats et charges externes TOTAL charges externes :			327 359 327 359	
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			76	
CHARGES DE PERSONNEL Salaires et traitements Charges sociales TOTAL charges de personnel :				
DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisations Dotations aux provisions sur immobilisations Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et charges TOTAL dotations d'exploitation :				
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
CHARGES D'EXPLOITATION			327 435	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(327 435)	

Compte de Résultat (Seconde Partie)

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(327 435)	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(327 435)	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	327 435	
BÉNÉFICE OU PERTE	(327 435)	

Détail des Comptes
COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 18.00

Compte de Résultat (2052)				
	Net 31/12/2024	Net N-1	Variation	
			En valeur	En %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	327 358,59		327 358,59	
60400000 ACHATS D'ETUDES ET DE PS	241 836,36		241 836,36	
62220000 HONORAIRES CAC	6 645,06		6 645,06	
62260000 COMM PLACEMENT	70 431,20		70 431,20	
62262000 REMUNERAT.INTERMED. HONOR	5 123,81		5 123,81	
62270000 FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX	1 822,16		1 822,16	
62810000 COTISATIONS, CONTRIBUTIONS	1 500,00		1 500,00	
Impôts, taxes et versements assimilés	76,00		76,00	
63511000 TAXE PROFESSIONNELLE	76,00		76,00	
Dotation d'exploitation				
Total des charges d'exploitation (II)	327 434,59		327 434,59	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-327 434,59		-327 434,59	
Opérations en commun				
Produits financiers				
Charges financières				
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-327 434,59		-327 434,59	

Détail des Comptes

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

© Sage - Sage 100 Etats comptables et fiscaux 18.00

Compte de Résultat (2053)			
	Net 31/12/2024	Net N-1	Variation
			En valeurEn %
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	327 434,59		327 434,59
5 - BÉNÉFICE OU PERTE	-327 434,59		-327 434,59

Immobilisations

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			2 679 500
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			2 679 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			769 500
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :			769 500
TOTAL GÉNÉRAL			3 449 000

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			2 679 500	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			2 679 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence			769 500	
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			769 500	
TOTAL GÉNÉRAL			3 449 000	

Charges à Payer

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 692
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	76
TOTAL	6 768

État des Échéances des Créances et Dettes

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux État - Impôts sur les bénéfices État - Taxe sur la valeur ajoutée État - Autres impôts, taxes et versements assimilés État - Divers Groupe et associés Débiteurs divers TOTAL de l'actif circulant :			
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			

TOTAL GÉNÉRAL			
----------------------	--	--	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Après des établissements de crédit : - à 1 an maximum à l'origine - à plus d' 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers Fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés Dettes sur immo. et comptes rattachés Groupe et associés Autres dettes Dette représentat. de titres empruntés Produits constatés d'avance	 6 692 1 707 500 76	 6 692 1 707 500 76		

TOTAL GÉNÉRAL	1 714 268	1 714 268		
----------------------	------------------	------------------	--	--

[illegible]

Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

NATURES DES INDICATIONS	EXERCICES				
	31/12/2024				
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	5 700 000				
Nombre des actions :					
-ordinaires existantes	5700				
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(327 435)				
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	(327 435)				
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	(57)				
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	(57)				
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice					
Montant de la masse salariale de l'exercice					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)					

Index

Le bilan actif..... 3

Le bilan passif..... 4

Bilan Actif (2050)..... 5

Bilan Passif (2051)..... 6

Le compte de résultat (premiere partie)..... 7

Le compte de résultat (seconde partie)..... 8

Compte de Résultat (2052)..... 9

Compte de Résultat (2053)..... 10

immobilisation..... 11

charges à payer..... 12

etat des échéances des créances et des dettes..... 13

liste des filiales et participations..... 14

resultat et autres elements significatifs des 5 derniers exercices..... 15



COFIMAGE 36**Exercice comptable du 15.02.2024 au 31.12.2024****Annexe au Bilan et au Compte de Résultat****I. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect des principes de prudence et d'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice, arrêté au 31/12/2024, a une durée de 10 mois et 13 jours. Il fait ressortir une perte nette comptable de 327 435 € et un total bilan de 7 086 834 €.

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et au Plan comptable général (règlement ANC n°2014-03), dans sa version applicable à l'exercice.

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été préparés dans un contexte de difficultés à appréhender les incidences et les perspectives d'avenir relatives au conflit entre la Russie et l'Ukraine. Par conséquent, les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été réalisées dans un environnement sujet à une incertitude accrue.

1.2 Immobilisations**Incorporelles :**

Par dérogation à ces dispositions et par application de l'article 40 de la loi 85-695 du 11 juillet 1985 et des décrets 85-982 du 17 septembre 1985 pris pour son application, un amortissement linéaire des participations financières dans des œuvres cinématographiques et audiovisuelles sera pratiqué. Il sera calculé sur cinq ans, prorata temporis, à compter du premier jour d'obtention du visa d'exploitation ou du prêt à diffuser de l'œuvre jusqu'à la fin de la période de cinq années ou jusqu'à la date de cession le cas échéant.

Il est précisé que les enregistrements comptables ne prennent pas en compte la possibilité offerte aux producteurs de racheter les droits à recettes selon un calendrier et moyennant des conditions prévues aux contrats.

Amortissements dérogatoires :

Le poste *Provisions réglementées* représente les amortissements dérogatoires, c'est-à-dire les amortissements autorisés par la législation fiscale et dotés au-delà de la dépréciation économique des actifs constatée par l'amortissement comptable décrit ci-dessus.

La dotation fiscale complémentaire qui résulte de cet excédent est inscrite en résultat exceptionnel ; il en est de même de la reprise consécutive à l'excédent de l'amortissement comptable sur l'amortissement fiscal.

Les dispositions fiscales prévoient qu'un amortissement dérogatoire puisse être déduit du résultat imposable afin de respecter la dotation minimale ou afin de bénéficier du régime d'amortissement à taux dégressifs (50% la première année, 20% la deuxième et 10% les années suivantes) ouvert aux SOFICA.

Financières :

Les titres de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition hors frais. Pour l'établissement des comptes annuels, ils sont évalués au cours moyen de décembre lorsqu'ils sont cotés et à leur valeur probable de négociation lorsqu'ils ne sont pas cotés. Les moins-values font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas comptabilisées.

1.3 Titres de placement

Les titres de placement sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition.
Le principe retenu pour le calcul des plus ou moins-values sur cessions est la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

II. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Immobilisations incorporelles

Les encours d'immobilisations s'élèvent à 2 679 500 €.

2.2 Immobilisations financières

Les titres de participation représentent des parts dans les sociétés de production suivantes :

- COFIMAGE DEVELOPPEMENT 15 pour un montant de 769 500 €

2.3 Valeurs mobilières et disponibilités

Le solde du compte bancaire est de 3 637 834 €

2.4 Capital social

A la clôture de l'exercice, le capital social s'élève à 5 700 000 €. Il est divisé en 5 700 actions de 1 000 €.

2.5 Créances et Dettes

Les dettes s'élèvent à 1 714 268 € et se composent principalement de :

- dettes fournisseurs d'immobilisations pour 1 707 500 €.
- dettes fournisseurs pour 6 692 € ;

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

2.6 Produits et Charges

Il est à rappeler que l'exhaustivité, l'exactitude et le correct rattachement à l'exercice du chiffre d'affaires sur les droits cinématographiques et multimédias ne sont pas certains. Les Cofimage facturent leurs droits en fonction des informations fournies par les distributeurs. Ces derniers communiquent leurs chiffres très tardivement.

Cependant, ce décalage structurel n'est pas significatif pour les motifs suivants :

- la position adoptée par les Cofimage est prudente : on comptabilise du chiffre d'affaires certain sans anticipation ;
- la vision d'un seul exercice ne représente pas la réalité économique de la société. Celui-ci doit s'analyser sur plusieurs années ;
- aucun actionnaire n'est lésé puisque aucune distribution de dividendes n'est faite ;
- la diminution du résultat correspondante est susceptible d'être compensée soit par un amortissement accéléré des films en immobilisations incorporelles (recettes > amortissements), soit par la garantie dont disposent certains films.

Les charges d'exploitation sont de 327 435 €.

2.7 Engagement hors Bilan

NEANT

2.8 Résultat

Une perte nette comptable ressort à 327 435 €.

2.9 Evènements post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause les comptes tels qu'ils vous sont présentés.

COFIMAGE 36

Société anonyme

5 - 7 Rue de Monttessuy

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 10 mois et 13 jours clos le 31 décembre 2024

COFIMAGE 36

Société anonyme

5 - 7 Rue de Monttessuy

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 10 mois et 13 jours clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société COFIMAGE 36

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COFIMAGE 36 relatifs à l'exercice de 10 mois et 13 jours clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 15 février 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.



Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

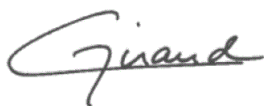
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 4 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Sylvain GIRAUD

Bilan Actif

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	2 679 500		2 679 500	
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 679 500		2 679 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	769 500		769 500	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :	769 500		769 500	
ACTIF IMMOBILISÉ	3 449 000		3 449 000	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :				
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 637 834		3 637 834	
Charges constatées d'avance				
TOTAL disponibilités et divers :	3 637 834		3 637 834	
ACTIF CIRCULANT	3 637 834		3 637 834	
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	7 086 834		7 086 834	

Bilan Passif

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 5 700 000	5 700 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	(327 435)	
TOTAL situation nette :	5 372 565	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	5 372 565	
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 692	
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 707 500	
Autres dettes	76	
TOTAL dettes diverses :	1 714 268	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	1 714 268	
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	7 086 834	

Compte de Résultat (Première Partie)

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services Chiffres d'affaires nets				
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane] Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvisionnements Variation de stock [matières premières et approvisionnements] Autres achats et charges externes TOTAL charges externes :			327 359 327 359	
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			76	
CHARGES DE PERSONNEL Salaires et traitements Charges sociales TOTAL charges de personnel :				
DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisations Dotations aux provisions sur immobilisations Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et charges TOTAL dotations d'exploitation :				
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
CHARGES D'EXPLOITATION			327 435	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(327 435)	

Compte de Résultat (Seconde Partie)

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(327 435)	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(327 435)	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS		
TOTAL DES CHARGES	327 435	
BÉNÉFICE OU PERTE	(327 435)	

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat**I. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect des principes de prudence et d'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice, arrêté au 31/12/2024, a une durée de 10 mois et 13 jours. Il fait ressortir une perte nette comptable de 327 435 € et un total bilan de 7 086 834 €.

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et au Plan comptable général (règlement ANC n°2014-03), dans sa version applicable à l'exercice.

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été préparés dans un contexte de difficultés à appréhender les incidences et les perspectives d'avenir relatives au conflit entre la Russie et l'Ukraine. Par conséquent, les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été réalisées dans un environnement sujet à une incertitude accrue.

1.2 ImmobilisationsIncorporelles :

Par dérogation à ces dispositions et par application de l'article 40 de la loi 85-695 du 11 juillet 1985 et des décrets 85-982 du 17 septembre 1985 pris pour son application, un amortissement linéaire des participations financières dans des œuvres cinématographiques et audiovisuelles sera pratiqué. Il sera calculé sur cinq ans, prorata temporis, à compter du premier jour d'obtention du visa d'exploitation ou du prêt à diffuser de l'œuvre jusqu'à la fin de la période de cinq années ou jusqu'à la date de cession le cas échéant.

Il est précisé que les enregistrements comptables ne prennent pas en compte la possibilité offerte aux producteurs de racheter les droits à recettes selon un calendrier et moyennant des conditions prévues aux contrats.

Amortissements dérogatoires :

Le poste *Provisions réglementées* représente les amortissements dérogatoires, c'est-à-dire les amortissements autorisés par la législation fiscale et dotés au-delà de la dépréciation économique des actifs constatée par l'amortissement comptable décrit ci-dessus.

La dotation fiscale complémentaire qui résulte de cet excédent est inscrite en résultat exceptionnel ; il en est de même de la reprise consécutive à l'excédent de l'amortissement comptable sur l'amortissement fiscal.

Les dispositions fiscales prévoient qu'un amortissement dérogatoire puisse être déduit du résultat imposable afin de respecter la dotation minimale ou afin de bénéficier du régime d'amortissement à taux dégressifs (50% la première année, 20% la deuxième et 10% les années suivantes) ouvert aux SOFICA.

Financières :

Les titres de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition hors frais. Pour l'établissement des comptes annuels, ils sont évalués au cours moyen de décembre lorsqu'ils sont cotés et à leur valeur probable de négociation lorsqu'ils ne sont pas cotés. Les moins-values font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas comptabilisées.

1.3 Titres de placement

Les titres de placement sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. Le principe retenu pour le calcul des plus ou moins-values sur cessions est la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

II. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Immobilisations incorporelles

Les encours d'immobilisations s'élèvent à 2 679 500 €.

2.2 Immobilisations financières

Les titres de participation représentent des parts dans les sociétés de production suivantes :

- COFIMAGE DEVELOPPEMENT 15 pour un montant de 769 500 €

2.3 Valeurs mobilières et disponibilités

Le solde du compte bancaire est de 3 637 834 €

2.4 Capital social

A la clôture de l'exercice, le capital social s'élève à 5 700 000 €. Il est divisé en 5 700 actions de 1 000 €.

2.5 Créances et Dettes

Les dettes s'élèvent à 1 714 268 € et se composent principalement de :

- dettes fournisseurs d'immobilisations pour 1 707 500 €.
- dettes fournisseurs pour 6 692 € ;

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

2.6 Produits et Charges

Il est à rappeler que l'exhaustivité, l'exactitude et le correct rattachement à l'exercice du chiffre d'affaires sur les droits cinématographiques et multimédias ne sont pas certains. Les Cofimage facturent leurs droits en fonction des informations fournies par les distributeurs. Ces derniers communiquent leurs chiffres très tardivement.

Cependant, ce décalage structurel n'est pas significatif pour les motifs suivants :

- la position adoptée par les Cofimage est prudente : on comptabilise du chiffre d'affaires certain sans anticipation ;
- la vision d'un seul exercice ne représente pas la réalité économique de la société. Celui-ci doit s'analyser sur plusieurs années ;
- aucun actionnaire n'est lésé puisque aucune distribution de dividendes n'est faite ;
- la diminution du résultat correspondante est susceptible d'être compensée soit par un amortissement accéléré des films en immobilisations incorporelles (recettes > amortissements), soit par la garantie dont disposent certains films.

Les charges d'exploitation sont de 327 435 €.

2.7 Engagement hors Bilan

NEANT

2.8 Résultat

Une perte nette comptable ressort à 327 435 €.

2.9 Evènements post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause les comptes tels qu'ils vous sont présentés.

Immobilisations

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			2 679 500
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			2 679 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			769 500
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :			769 500
TOTAL GÉNÉRAL			3 449 000

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			2 679 500	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			2 679 500	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence			769 500	
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			769 500	
TOTAL GÉNÉRAL			3 449 000	

Charges à Payer

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 692
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	76
TOTAL	6 768

État des Échéances des Créances et Dettes

COFIMAGE 36

Période du 15/02/24 au 31/12/24
Edition du 07/04/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
TOTAL de l'actif circulant :			
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			

TOTAL GÉNÉRAL			
----------------------	--	--	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 692	6 692		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés	1 707 500	1 707 500		
Groupe et associés				
Autres dettes	76	76		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	1 714 268	1 714 268		
----------------------	------------------	------------------	--	--

COFIMAGE 36

Période du	15/02/24	au 31/12/24
Edition du	07/04/25	
Devise d'édition	EURO	

[illegible]

COFIMAGE 36

Société anonyme

5 - 7 Rue de Monttessuy

75007 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d’approbation des comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2024

COFIMAGE 36

Société anonyme

5 - 7 Rue de Monttessuy
75007 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société COFIMAGE 36,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

En application des articles L.225-42 et L.821-10 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable par votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

- Convention de gestion conclue avec MEDIA STONE PARTNERS

Votre société a conclu le 15 février 2024 une convention avec MEDIA STONE PARTNERS couvrant les opérations de (i) montage de la SOFICA, (ii) gestion administrative et comptable, (iii) gestion juridique et (iv) de remontée de recettes.

La rémunération annuelle relative à l'exercice de ces missions sera plafonnée à (i) 1,50 % HT soit 1,80% TTC du capital souscrit au titre des frais de constitution et (ii) 1,95% HT par an en années 1 et 2, puis de 1,43% HT par an et de 0,36% HT en année 6 (en cas de sortie proposée aux actionnaires) au titre des frais de fonctionnement.

MCI pourra facturer une commission exceptionnelle s'élevant à 0,75% HT (0,90% TTC) maximum du prix de rachat du montant des sommes réparties au titre de la liquidation.

La procédure d'autorisation préalable de la convention n'a pas été suivie en raison de l'appréciation du caractère normal et courant de cette convention lors de sa conclusion.

Au 31 décembre 2024, le montant comptabilisé en charges s'élève à 100 450 € TTC au titre des frais de constitution et 141 527 € TTC au titre des frais de fonctionnement.

Personne concernée : Dimitri COUMAROS, directeur général délégué de COFIMAGE 36 et directeur général de MEDIA STONE PARTNERS

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 4 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Sylvain GIRAUD